

Bruits de bottes grandissants en Ukraine : et si Poutine y va vraiment, que se passera-t-il ?



La confirmation par l'Otan et les observateurs de l'OSCE d'une concentration de matériels militaires offensifs russes, dont des chars, a ravivé la crainte d'une escalade dans le conflit opposant les Ukrainiens et les Russes.

Avec Philippe Migault

Avec Florent
Parmentier

Avec Cyrille Bret

Avec Roland Hureaux

Atlantico : Après deux mois de trêve fragile - et ponctués par plusieurs accrochages d'ampleur-, l'Onu a partagé sa crainte d'une "Guerre totale" entre les deux pays. Un plan d'approvisionnement garanti à l'Union européenne, des soupçons de sous-marins russes évoluant dans la mer baltique au mois d'Octobre, des colonnes de chars observées depuis quelques jours... Quelle lecture peut-on faire de tous ces éléments disparates, et en quoi peuvent-ils nous éclairer sur les intentions - ou tout du moins la stratégie - de Vladimir Poutine ?

Florent Parmentier : il paraît évident que les moyens militaires et les signaux accumulés ces dernières semaines laissent peu d'espoir à une paix durable entre Russes et Ukrainiens, et ce alors-même que l'accord de Minsk n'est, depuis le départ, pas totalement respecté (la bataille de l'aéroport de Donetsk en est l'exemple le plus marquant). En même temps, la Russie a accepté de lâcher du lest sur les questions énergétiques, en acceptant un accord sur une baisse des prix du gaz pour l'Ukraine et la Moldavie.

En soufflant le chaud et le froid, en se montrant insensible aux sanctions qui lui sont adressées et en bombant le torse, la stratégie russe consiste à montrer quel est le rapport de force sur le terrain, qui ne laisse guère de doutes. Cette maîtrise du tempo fait partie de la stratégie russe, permettant d'obtenir davantage de concessions de la part des Américains et des Européens. Une reprise des hostilités ne ferait que confirmer la volonté russe d'accroître son influence sur la partie orientale de l'Ukraine, visant probablement un espace allant de Kharkov à Odessa.

Philippe Migault : Il faut raison garder et cesser d'entretenir la spirale de l'angoisse qui ne fait que monter davantage les uns contre les autres. Que vois-je depuis Paris, avec les quelques éléments auxquels j'ai accès, dépêches et autres ?

D'abord que l'OSCE ne parle pas de "colonnes de chars". Elle a parlé de colonnes de camions et de camions-citernes et évoqué le chiffre de 4 T-72 et 5 T-64, soit 9 chars d'assaut au total, dans la région de Donetsk. **Neuf chars ça peut paraître impressionnant sur le terrain mais ça ne fait même pas un escadron, c'est tout de même plus que juste pour lancer une hypothétique offensive.** J'ai aussi regardé les camions et les canons de 122 mm évoqués par l'OSCE, grosso modo une ou deux douzaines de pièces apparemment en bon état, soit l'équivalent de trois batteries d'artillerie pour ce que j'ai pu voir, ce qui ne signifie pas qu'il n'y en ait pas plus. C'est un plus pour les séparatistes mais ce n'est pas ça qui va leur permettre de se lancer à la conquête de l'Ukraine...

Car en face, côté loyaliste, on se renforce aussi et on dispose, du point de vue du matériel, d'atouts bien supérieurs. D'une aviation de combat, d'abord. Certes celle-ci a subi de lourdes pertes contre les défenses sol-air séparatistes, mais si je devais prendre la route de Marioupol ou de Slaviansk dans un des blindés séparatistes évoqués par l'OSCE, je ne serais quand même pas rassuré... **Une offensive, c'est aller vite, frapper fort, si possible en débordant l'adversaire via les grands axes ou les champs, donc à découvert. Si en face de vous vous avez quelqu'un qui sait bien se servir de son Sukhoï-25...** Ensuite, aux côtés de l'aviation, les loyalistes disposent d'une artillerie bien plus puissante que les canons de 122 mm qu'ont obtenu les séparatistes : *Human Rights Watch* a constaté l'usage par les troupes de Kiev de lance-roquettes multiples Smerch et Ouragan de 300 et 220 mm. Ces engins sont parmi ce qui se fait de mieux au monde, il suffit de voir leur succès à l'export. Certains de ces systèmes portent à plus de 70 kilomètres, contre 15 pour les pièces de campagne vues dans la zone séparatiste. Là aussi, **la puissance de feu n'est pas du côté qu'on croit.** J'ai l'impression que plus qu'une offensive, on se dirige plutôt vers un renforcement des deux camps, qui se préparent à une longue guerre de position. **Car il ne faut pas se leurrer : si l'armée ukrainienne s'est fait battre à plates coutures par les séparatistes en août dernier, ces derniers sont passés auparavant à deux doigts de la défaite.** Nous sommes face à deux belligérants qui pour l'heure aspirent plus à panser leurs plaies qu'à en finir l'un avec l'autre, du moins je l'espère.

Certes l'ONU évoque sa crainte d'une "guerre totale". C'est sans doute angoissant mais ce terme, du point de vue militaire et politique, désigne un conflit entre deux Etats engageant la totalité de leurs moyens et mobilisant toutes les ressources de leur économie et de leur population pour vaincre l'adversaire. Or je ne pense pas que de part et d'autre de la ligne de front on soit en situation de s'engager dans ce type de guerre contre tenu de la misère des populations et de l'effondrement des économies. Certes, on pourrait assister à la reprise de combats de haute intensité, à des offensives limitées localement. Mais je ne crois pas à l'embrasement général, faute de moyens et - hormis les inévitables jusqu'aux boutistes de part et d'autre - faute d'envie.

Concernant les soupçons de sous-marins russes dans la Baltique, ce sont des soupçons. Le jour où il y aura des preuves on en reparlera. Arrêtons d'être paranoïaques.

Enfin les intentions de Vladimir Poutine nous les connaissons déjà. **Je ne suis pas persuadé qu'il soit plus prêt que nous à risquer pour l'Ukraine une longue rupture diplomatique et commerciale entre l'Europe et la Russie, perspective qui ne profiterait à personne.** Ce qu'il souhaite est simple : il veut s'assurer que l'Ukraine ne devienne pas un bastion euratlantiste à ses portes et stopper l'expansion de l'OTAN vers l'Est. Sur ce point je note d'ailleurs que Mikhaïl Gorbatchev lui a apporté le soutien le plus ferme, critiquant vertement les "Occidentaux", alors que jusqu'ici il s'était toujours farouchement opposé à lui, ce qui illustre bien ce qui se passe actuellement en Russie, dont la majorité de la population serre les rangs derrière Poutine.

Roland Hureau : Le porte-parole de l'ONU, le secrétaire général adjoint, Jens Andres Toyberg-Frandzen n'a nommé mis en cause personne. Cela lui serait d'ailleurs difficile, la Russie comme les Etats-Unis étant membres permanents du Conseil de sécurité auquel il s'adressait.

Savoir s'il y a un risque d'escalade est difficile, tant le sujet est enveloppé, de part et d'autre, de propagande voire de désinformation : je vous rappelle qu'on ne sait par exemple toujours pas qui a vraiment abattu l'avion du vol MH17 de la Malaysian Airlines en juillet dernier.

A supposer qu'il y ait escalade, il faut voir si cela s'inscrit dans une logique de guerre totale ou s'il s'agit d'un durcissement passager accompagnant une phase de négociation : Poutine président de la Russie et Porochenko, président de l'Ukraine, se parlent régulièrement et c'est heureux. Ils ont sans doute plus de choses en commun qu'ils n'en ont, chacun, avec nous.

Qu'est-ce qui pourrait forcer Poutine à durcir le conflit ? L'hypothèse que les Occidentaux voudraient une victoire totale sur le terrain de leur champion ukrainien et la liquidation de la rébellion russophone. Vouloir infliger une telle humiliation à une puissance comme la Russie à quelques centaines de kilomètres de Moscou serait irresponsable. Poutine ne laissera jamais faire cela et on le savait dès le départ.

Mais on peut aussi se dire que Poutine, constatant que ni les Américains ni les Européens ne semblent vouloir une solution négociée, pourrait perdre patience et montrer sa force, en prenant de nouveaux gages comme il l'a fait en Crimée : "Vous ne voulez pas d'arrangement, et bien tant pis pour vous, puisque je n'ai rien à perdre, j'en profite pour avancer mes pions !" .

En quoi la réticence des États-Unis à s'engager militairement dans des conflits qui l'opposent indirectement à la Russie, doublée de l'intérêt pour Moscou de ne pas voir les pays limitrophes comme l'Ukraine, ou la Géorgie rentrer dans l'Otan, pourrait-elle inciter Moscou à franchir une étape supplémentaire dans cette guerre ? Et dans quelle mesure cette somme d'intérêts pour les Russes à ne pas perdre du terrain en Ukraine fait qu'une "guerre totale" n'est effectivement pas une vue de l'esprit ?

Florent Parmentier : il paraît évident depuis 2008 que l'OTAN ne s'élargira pas davantage dans l'espace post-soviétique, ni en Ukraine ni en Géorgie, pour la simple raison qu'il n'existe pas de consensus au sein de l'Alliance à ce sujet. L'existence d'une entité séparatiste sur le territoire ne fait que confirmer cet état de fait.

En réalité, la nécessité d'une neutralisation de l'Ukraine aurait dû apparaître dès le renversement de Viktor Ianoukovitch, afin de couper l'herbe sous le pied des séparatistes. Le choix d'une "finlandisation" a été proposé par des personnalités comme Henry Kissinger ou Zbigniew Brzezinski aux Etats-Unis, ou Hubert Védrine en France. En faisant appel à une OTAN qui n'était pas en mesure d'intervenir, les autorités ukrainiennes n'ont pas rendu service à cette institution, qui apparaît impuissante, au grand regret des Polonais et à la grande crainte des pays Baltes, notamment la Lettonie qui abrite une importante minorité russe.

De ce fait, **le risque d'une "guerre totale" en Ukraine n'est effectivement pas à écarter : contrairement à l'annexion de la Crimée, relativement indolore, le bilan du conflit en cas de reprise des hostilités sera beaucoup plus lourd.** Les autorités ukrainiennes, qui doivent répondre à des demandes contradictoires d'ordre et de modération, se retrouvent dans une situation très difficile.

Philippe Migault : Sur la possibilité pour la Russie de s'engager plus loin dans cette guerre, je crois avoir déjà répondu dans le cadre de ma première question. Pour la "guerre totale", je recommande aux experts de l'ONU la lecture d'ouvrages sur la guerre de Trente ans ou sur la pensée de Ludendorff... Je plaisante bien sûr mais de grâce, arrêtons de nous faire peur, la situation est déjà bien assez dramatique comme cela. **La Russie ne veut pas la guerre avec nous et n'en a pas les moyens.** Quant aux Etats-Unis ils ne sont pas les seuls qui ne veulent pas s'engager militairement dans des conflits impliquant indirectement la Russie : le veut-on à Paris, Londres, Berlin ou Varsovie ? Sommes nous prêts à envoyer des hommes mourir pour Lougansk ? Non bien sûr, hormis les exaltés habituels.

Roland Hureaux : De quel immobilisme parlez-vous ? Ça fait des années que les organes américains de toutes sortes (Fondation Soros, *National endowment for democracy* et bien entendu les services secrets), au nom de la démocratie, s'agitent sur le terrain pour exciter les Ukrainiens contre les Russes en leur laissant notamment miroiter qu'ils pourraient rejoindre l'Occident (Union Européenne et OTAN) en coupant les liens avec la Russie, ce que celle-ci naturellement ne saurait accepter.

Par ailleurs ils poussent les Européens à durcir les sanctions , ce que l'Allemagne par exemple ne veut pas. Mais combien de dirigeants européens , y compris les Allemands, sont vraiment libres de faire ce qu'ils veulent sur ce sujet ?

Quant à ceux qui parlent d'immobilisme, se référant sans doute ce qui se passe au Proche-Orient, que voudraient-ils ? Que les Etats-Unis envoient des troupes Kiev ? C'est évidemment exclu. Même du temps du communisme , on n'était pas sûr qu'ils protégeraient vraiment les pays d'Europe occidentale en cas de crise grave , en tous les cas qu'ils feraient quoi que ce soit qui mette en danger la sécurité de Etats-Unis. C'était le sens de ce qu'ils appelaient la "riposte graduée". D'ailleurs une des règles non écrites, respectée durant quarante ans de guerre froide est que les deux grands ne s'affrontaient jamais directement, seulement par vassaux interposés. Mais les règles ne sont pas aussi claires aujourd'hui et c'est bien cela qui est inquiétant.

Certains disent que l'objectif réel de Etats-Unis serait, non pas de trouver un règlement , mais au contraire d'entretenir le chaos, une "guerre de basse intensité" au Proche-Orient comme en Europe orientale.

Sans aller jusque là, on peut penser que leur objectif stratégique principal est d'enfoncer un coin durable entre l'Europe de l'Ouest et la Russie, pour éviter de se trouver marginalisés sur la scène mondiale face à un bloc continental eurasiatique n'ayant plus besoin de leurs services. Ce ne sont pas des antiméricains frénétiques qui le disent, c'est Zbigniew Brzezinski dans son ouvrage capital "*Le grand échiquier*" (1996) , lequel continue, quoi que certains disent, de servir de feuille de route au gouvernement américain.

Il est normal que cette attitude exaspère Poutine: comme je crois qu'il voulait sincèrement une coopération avec l'Europe de l'Ouest, il a longtemps fait preuve de modération. Je pense qu'il connaît bien les idées Brzezinski et qu'ils sait qu'en pratiquant l'escalade en Ukraine, il entrerait dans le jeu américain. Mais comme il voit bien qu'il n' arrivera pas , quoi qu'il fasse, à maintenir les liens avec l' Europe occidentale , en raison principalement de pressions américaines, il risque en effet de durcir le ton. Et alors, on en sait pas ce qui peut arriver.

La Chine s'est symboliquement rapprochée de la Russie ces derniers mois, notamment au travers de l'importation de ressources russes comme le gaz ou le pétrole. La Chine pourrait-elle vouloir s'imposer comme l'arbitre du conflit ?

Philippe Migault : Non. Pékin a tout intérêt à tirer les marrons du feu. Et comme nous sommes en train de jeter les Russes dans les bras des Chinois, ceux-ci n'ont aucune raison de jouer les médiateurs.

Florent Parmentier : la Chine s'est effectivement affichée aux côtés de la Russie lors de la guerre en Ukraine, et a pu conclure un accord gazier avec Moscou en mai dernier après plusieurs années de négociation. Cela ne signifie pas que toutes les difficultés et les méfiances réciproques sont surmontées pour autant. Cependant, elle peut difficilement passer pour "neutre" dans cette histoire, étant trop marquée en faveur de la Russie.

Par contraste, deux interlocuteurs à même d'arbitrer le conflit semblent se dégager depuis le début de cette crise : le premier, c'est l'OSCE, qui en tant qu'organisation internationale pourrait connaître un renouveau durable à la faveur de la crise ukrainienne. Le second, c'est la Biélorussie, dont on ne soupçonnera pas le Président d'être russophile ; pour autant, Alexandre Loukachenko est un solide défenseur de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, et se méfie profondément des demandes de fédéralisation proposée par la Russie, qui lui semblent constituer un danger insurmontable pour une Ukraine indépendante. Ces deux acteurs semblent plus souhaitables aux Européens et aux Russes que des Chinois qui ne souhaitent sans doute pas assumer de leadership dans la région.

Roland Hureaux : Cette politique américaine, inspirée par Brzezinski a réussi à faire ce que le communisme avait échoué à faire : rapprocher la Russie et la Chine, alors même que leurs intérêts , notamment en Sibérie, sont fondamentalement divergents. Le bloc

continental eurasiatique que les Etats-Unis redoutaient, il existe grâce à eux (on peut y ajouter l'Inde qui fait aussi partie des BRICS), sous la réserve que l'Union européenne n'en fait pas partie, ce qui la rend dépendante de l'Amérique et évite l'isolement de cette dernière. Et tel était , nous l'avons dit, le but recherché par Washington.

Pour ce qui est du conflit ukrainien, la Chine n'interviendra pas directement: on est encore loin de ce qu'elle considère comme son champ d'action historique, mais dès qu'il s'agit de voter à l'ONU ou même d'acheter le gaz russe, elle est , depuis quelque temps déjà , solidaire de la Russie.

Quel mode d'action la Russie pourrait-elle privilégier ? On se souvient que lors de l'invasion de la Géorgie en 2012, le commandement russe avait précédé la progression sur le terrain d'intenses attaques informatiques, dans le but de paralyser certaines fonction vitales et infrastructurelles du pays...

Philippe Migault : Je ne répondrai pas à cette question. Fort heureusement pour le moment ce que vous évoquez relève de la politique-fiction. Il sera toujours bien assez tôt pour parler tactique ou art opératif si le pire survient.

Préoccupons-nous plutôt de la manière dont nous autres, Français, Allemands, Italiens... pouvons procéder pour reprendre l'initiative, jouer ce rôle d'arbitre dont vous avez parlé à propos de la Chine et sortir de cette crise par le haut, le plus vite possible. **Cette guerre a lieu sur notre sol, sur le sol européen. C'est à nous de la régler, entre nous, en mettant autour d'une table les dirigeants des principales nations européennes, dont la Russie, et l'ensemble des protagonistes ukrainiens.**

Cyrille Bret : Les autorités militaires russes disposent depuis longtemps des experts et des équipements nécessaires pour mener des offensives dans le cyberespace. Les épisodes les plus connus sont les attaques répétées contre les Etats baltes durant les années 1990 et 2000 ainsi que l'offensive préparatoire en Géorgie que vous mentionnez. Plus largement, la Fédération de Russie actionne régulièrement ce vecteur d'influence pour rassembler des informations, désorganiser les circuits d'information de ses rivaux, etc.

Ce levier tactique n'est pas particulièrement nouveau. Ni pour la Fédération de Russie ni pour ses partenaires américains, français, britanniques ou encore chinois.

En revanche, la tactique choisie pour l'offensive imminente ou actuelle sera nécessairement moins phasée : d'une part **les troupes au sol soutenues par la Russie sont déjà installées le long de la ligne de front, d'autre part, ces troupes ont des objectifs terrestres évidents** : la centrale électrique qui alimente Donetsk et Luhansk, l'aéroport de Donetsk et le port de Marioupol. Au nord les infrastructures nécessaires à la reprise de l'activité économique ; au sud, la route de la Crimée. La préparation de l'offensive sera sans doute plus meurtrière qu'une cyberattaque notamment par l'utilisation de blindés d'attaque et de l'artillerie lourde.

Roland Hureaux : Ce qui s'est passé en Géorgie: une poussée russe de quelques kilomètres pour protéger des minorités n'a rien à voir avec la guerre totale. Une fois exclue l'hypothèse d'une intervention américaine, je pense qu'au pire, les Russes se contenteront de bétonner les zones dissidentes de l'Est de l'Ukraine et d'écarter définitivement l'idée que le gouvernement de Kiev pourrait les reconquérir par la force. L'état de désorganisation de l'Ukraine en général est tel qu'il faudrait sans doute pas en faire beaucoup pour y arriver.

Poutine aurait dit récemment en privé qu'il lui faudrait un semaine à peine pour entrer à Kiev, s'il le voulait. Mais je ne pense pas qu'il ira jusque là. En tous les cas, personne ne le souhaite.

Le Premier ministre ukrainien, Arseni Iatseniouk accusait récemment Moscou d'avoir "franchi la ligne rouge des centaines de fois" pour dénoncer l'immobilisme occidental, leur "daltonisme géopolitique". Qu'est-ce qui pourrait provoquer une réponse plus forte de la part de la communauté internationale, et surtout à quoi cette réponse pourrait-elle ressembler ?

Florent Parmentier : jusqu'à présent, la communauté occidentale n'a réagi à l'annexion de la Crimée et au conflit en Ukraine orientale qu'à travers des sanctions internationales, qui semblaient constituer une réponse a minima. Elle ne pouvait pas rester inerte, sans pour autant imaginer s'engager sur le terrain face aux troupes russes. Ces sanctions apparaissent parfois comme une fuite en avant, puisque les critères destinés à mettre fin aux sanctions ne sont pas clairs. Faudra-t-il attendre le retour de la Crimée en Ukraine pour les voir disparaître ? **Il existe une sorte "d'Union sacrée" en Russie autour du retour de la Crimée, y compris parmi les opposants radicaux à Vladimir Poutine comme Mikhaïl Khodorkovski et Alexey Navalny.** Le Premier ministre ukrainien a sans doute raison de dénoncer les agissements de Moscou, et la relative des Américains et des Européens.

De son côté, Vladimir Poutine a fait le calcul selon lequel, à ce moment de son mandat, Barack Obama va chercher à obtenir un accord sur le nucléaire iranien dans les prochains jours ; la Russie va tenter de se rendre indispensable sur ce dossier, afin d'obtenir des contreparties sur l'Ukraine. C'est sans doute la raison pour laquelle, de leur côté, les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite entretiennent une pression à la baisse sur les cours du pétrole des dernières semaines, afin ramener la Russie à une politique moins interventionniste.

Si les opinions publiques réagissent sous le coup de l'émotion, les Etats occidentaux resteront pour leur part prudents dans leur réponse vis-à-vis de la Russie. A titre d'exemple, il faut se souvenir que le crash du vol MH 117 n'avait pas suscité autre chose que le courroux des chancelleries.

Philippe Migault : La ligne rouge a été franchie des centaines de fois par tout le monde dans le Donbass, comme dans toute guerre civile. Arseni Iatseniouk est dans son rôle en diabolisant la Russie, ce n'est pas pour cela qu'il peut se permettre de donner des

leçons.

Quant à la communauté internationale je note qu'elle est très profondément divisée. Chinois, Indiens, Brésiliens... ont refusé de s'aligner sur les sanctions vis-à-vis de la Russie. Pékin et New Delhi ont même insisté sur la solidité de leur partenariat stratégique avec Moscou. **Les marchés que nous perdons en Russie sont aujourd'hui récupérés par les Suisses, les Israéliens, les Egyptiens, les Marocains, les nations latino-américaines...** Il faut arrêter de s'imaginer que la "communauté internationale", c'est Washington, Londres, Berlin et Paris. Parce que nous ne représentons plus que nous-mêmes. Dans cette affaire "l'Occident" est seul et loin, par ailleurs, d'être uni. Nous ne bougerons pas, à moins que la Russie décide de marcher sur Kiev. Et même dans un tel cas de figure, nous nous en tiendrons à des sanctions économiques et diplomatiques accrues, nous n'irons pas jusqu'à l'intervention armée.

Roland Hureaux : Il est très important pour Poutine, pour les raisons que nous avons dites, de sauver les apparences et de ne pas s'engager ouvertement. Pour le moment cette ligne est tenue.

Il sait que les Etats-Unis saisiraient toute occasion pour distendre encore les liens économiques entre la Russie et l'Europe occidentale : en appelant à de nouvelles sanctions, ces derniers veulent apparemment approfondir un peu plus le fossé qui sépare désormais ces deux entités. Que cela nuise à l'économie de l'une et de l'autre, ne les gêne pas, au contraire.

Malgré le rôle terriblement équivoque des Etats-Unis, nous avons cependant la chance que les deux puissances principales soient dirigées par des gens relativement modérés; Obama et Poutine ne veulent sans doute pas aller aux extrêmes mais ils sont tous les deux confrontés à des jusqu'aboutistes auxquels qu'ils doivent donner des satisfactions et, par ce qui est d'Obama à une "machine" de guerre, ce qu'on appelle l'"administration américaine", dont il n'est pas sûr qu'elle soit sous contrôle.

Pour l'épisode actuel, je ne sais pas qui a rompu la trêve du 2 septembre, sans doute les deux camps, mais il semble que le gouvernement ukrainien ait mal pris que les dissidents organisent leurs propres élections. Comme *casus belli*, on fait pire !

Au contraire, l'hypothèse selon laquelle Vladimir Poutine cherche à maintenir un statu quo en Ukraine, un "conflit gelé", pour reprendre l'intuition du secrétaire général adjoint aux affaires politiques de l'Onu, peut-elle vraiment s'avérer avantageuse pour qui que ce soit ? En quoi ?

Florent Parmentier : un conflit non-résolu sur le territoire de l'Ukraine empêcherait ce pays d'accéder à l'OTAN ou à l'UE pour les prochaines années. En outre, **au lieu de se concentrer sur les réformes, l'Ukraine risque de s'enfoncer dans une spirale du ressentiment vis-à-vis de son grand voisin, ce qui accroîtra le fossé existant en Ukraine.** Les Ukrainiens de l'Ouest ne voient pas nécessairement les réfugiés du Donbass avec bienveillance : leur retour pourrait s'avérer problématique.

En un mot, à défaut d'inclure l'Ukraine dans l'Union eurasiatique (Russie, Biélorussie, Kazakhstan, Arménie), la Russie va empêcher l'Ukraine d'adhérer à d'autres regroupements régionaux tout en incluant économiquement des territoires ukrainiens. Il est vrai que regarder du côté des conflits non-résolus (Abkhazie, Ossétie du Sud, Haut-Karabakh et Transnistrie) est très instructif pour comprendre les scénarios d'évolution probables dans la région.

Philippe Migault : Un conflit gelé c'est l'assurance d'une longue neutralisation des capacités politiques de l'adversaire, la quasi-certitude que tout le monde préférera conserver le statu quo et privilégier la négociation plutôt que de reprendre les combats en se donnant le mauvais rôle aux yeux de toute la scène internationale. C'est aussi, pour celui qui veut prendre son autonomie, la possibilité de jouer la montre, de laisser peu à peu le fait accompli entrer dans les esprits, prélude à une reconnaissance de facto, puis *de jure*. Le Kosovo en est l'exemple parfait. Il n'est pas exclu que ce soit ce que les séparatistes du Donbass aient en tête.

Roland Hureaux : Un conflit gelé, non, mais une situation gelée pourquoi pas ? Si c'est le conflit qui est gelé, les sanctions continueraient, et la tension entre l'Union européenne et la Russie demeurerait. D'autre part l'économie ukrainienne, qui est au trente-sixième dessous, y resterait. Mais une situation gelée sur le plan de l'influence territoriale, laissant une large autonomie aux provinces russophones de l'Est, qui demeureraient sous influence russe avec l'assentiment des populations, c'est précisément ce qui est souhaitable. Sous réserve de la question de la Crimée dont l'annexion paraît désormais irrévocable, l'Ukraine préservait les apparences de l'intégrité territoriale et tout le monde aurait à peu près ce qu'il souhaite. Dans cette perspective, il faudrait abandonner la perspective d'une pleine intégration de l'Ukraine à l'Occident et établir sur elle une sorte de condominium russo-européen (ou une sorte de "finlandisation"), ce qui aurait été depuis longtemps la voie de la sagesse.

Si solution il y a, je n'en vois pas d'autre. Je pense qu'une telle solution est souhaitée par les Russes, qu'elle est souhaitable pour les Européens et acceptable pour les Ukrainiens. Mais les Etats-Unis, même s'ils ont exclu, je pense, l'option militaire, restent maîtres du jeu. Or la souhaitent-ils vraiment, eux, cette solution ? Je n'en suis pas sûr.

Cette dernière forme de conflit pourrait-elle retenir la communauté internationale de jouer l'apaisement, ou tout du moins un rôle direct dans la résolution du conflit ?

Philippe Migault : Je ne crois pas. Je crois au contraire que les Etats européens, dont la Russie, n'attendent qu'une occasion pour reprendre les affaires entre eux. Pourvu qu'un cessez le feu durable s'instaure de part et d'autre d'une ligne de démarcation bien délimitée, chacun sera prêt à faire son deuil d'un règlement de la situation au Donbass. Quant aux Etats-Unis leur relation avec la Russie est d'ores et déjà affectée à long terme. Ils condamneront le Kremlin mais n'iront pas plus loin. Ils ont d'autres priorités. Seule l'Ukraine, au final, sera perdante dans l'affaire.

Cyrille Bret : Nous assistons aujourd'hui à l'apparition d'un nouveau théâtre d'opération des "conflits gelés". Les conflits armés dans

le bassin du Don, la lutte diplomatique autour de l'annexion de la Crimée ainsi que le bras de fer entre sanctions occidentales et raidissement russe rassemblent la plupart des éléments des autres "conflits gelés" : la violence armée entre troupes gouvernementales ukrainiennes, milices autonomistes et forces spéciales russes ; la pérennisation de situations chaotiques sur les franges de l'espace russe ; la valse des chefs locaux soutenus par Moscou ; le procès en illégitimité fait aux autorités centrales par Moscou ; la lutte pour le contrôle d'infrastructures, de ressources ou de positions tactiques essentielles pour les intérêts russes. Tous ces éléments sont aujourd'hui rassemblés dans l'est de l'Ukraine comme ils le sont en Géorgie et en Moldavie.

Toutes ces caractéristiques doivent nous faire changer de catégorie géostratégique : ces conflits ne sont pas gelés, ils sont prolongés et circonscrits. La stratégie russe est d'entretenir l'incertitude pour les gouvernements des Etats proches qui ne lui sont pas favorables. Ces conflits sont, paradoxalement, un facteur de stabilité pour les autorités russes.

Face à ces conflits, les Etats occidentaux peuvent être tentés par un certain attentisme. En effet, forts des leçons des conflits caucasiens et moldaves, les Européens pourraient "baisser les bras". Ce serait une erreur car les autorités russes utilisent aussi le bras de fer de ces conflits pour tester la constance, la détermination et la longueur de vue de leurs partenaires européens au sein de l'OSCE.

Face à l'émergence d'un nouveau conflit long, les pays occidentaux doivent : 1°) renoncer à l'idée de conflit gelé qui ne fait que théoriser leur ligne velléitaire 2°) accepter de parler avec Moscou *via* ces points de tension 3°) accepter de s'inscrire dans la temporalité longue du militaro-diplomatique.

Roland Hureaux : Qu'appellez-vous la communauté internationale ? Les pays d'Afrique et d'Asie, voire d'Amérique latine se sentent assez loin du conflit, tout en sympathisant tous avec la Russie, il faut le savoir.

L'ONU ne peut pas servir à grand chose dès lors que les deux plus grandes puissances sont directement impliqués et assez grandes pour s'entendre sans elle.

Reste l'Europe: son rôle est lamentable de bout en bout. Elle ne sait pas où sont ses intérêts. Poutine lui tend la main et, sous contrainte américaine, elle refuse de la prendre. Elle prend des sanctions ridicules mais en même temps dangereuses. Elle s'agite en tous sens, alors que, dans le même temps, année après année, les pays qui la composent réduisent leurs dépenses militaires. Récemment, Helmut Schmidt, ancien chancelier d'Allemagne, qui n'est pas précisément un extrémiste, critiquait le rôle de boufeu irresponsable et incompétent joué par la Commission de Bruxelles dans l'affaire ukrainienne. L'enjeu est en fait essentiel pour le destin de l'Europe: elle y joue non seulement son indépendance, aujourd'hui largement compromise, mais aussi le maintien de la paix. Alors qu'on oppose si volontiers souveraineté et paix, en l'espèce les deux vont de pair. Si l'Europe est encore capable de s'affirmer, notamment face au Etats-Unis, elle sauvera tant la paix que ses intérêts économiques essentiels. Si elle ne le fait pas, elle risque de perdre tout, y compris la paix.